En bref

Objekttyp: **Group**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **29 (1992)**

Heft 1091

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Un avenir incertain

(jd) Les agriculteurs ont des raisons d'être inquiets. Des années durant, les autorités les ont encouragés à augmenter leur productivité. Grâce aux prix garantis, les paysans ont pu améliorer leur revenu mais en produisant plus que le marché pouvait absorber et à des coûts plus élevés que la concurrence étrangère. Aujourd'hui il s'agit de produire moins et à meilleur marché — libre-échange oblige — et la collectivité promet aux agriculteurs des paiements directs pour compenser leur manque à gagner. Mais comment financer ces paiements directs et sur la base de quels critères seront-ils attribués ? A voir la confusion qui a dominé le récent débat sur cette question au Conseil national, on comprend que les paysans craignent l'avenir flou qu'on leur propose. C'est donc d'une image de l'agriculture suisse du futur dont nous avons besoin pour décider des mesures adéquates. Ci-dessous, deux esquisses très différentes de ce futur, en guise de réflexion estivale, l'une issue de la philosophie du libre-échangisme, l'autre plus prudente, qui prend en compte les évolutions possibles de la planète.

Lourd bilan écologique

Dans deux articles publiés par *Die Weltwoche* (28 mai et 4 juin 1992) le professeur Henner Kleinewefers, de l'Université de Fribourg, dresse un bilan catastrophique de l'agriculture suisse pour ce qui est des atteintes à l'environnement. En s'appuyant sur une série de travaux récents, il établit le coût écologique d'une politique qui a conduit les paysans à produire toujours plus. Le cadre de vie et le paysage ont été sérieusement détériorés par les améliorations foncières, l'extension des surfaces cultivées, les cultures intensives, la canalisation des cours d'eau, la suppression des haies, la fumure, l'usage des herbicides et des insecticides. Les espaces proches de l'état naturel représentent aujourd'hui moins de 3,5% de la surface agricole: il en faudrait trois fois plus pour sauvegarder les espèces végétales et animales aujourd'hui menacées. L'agriculture, et ce n'est pas le moindre des paradoxes, contribue à détruire son facteur essentiel de production, le sol: pollution par les engrais et les produits phytosanitaires, accumulation de métaux lourds et de composés organiques; tassement dû aux modes de culture et à l'emploi des machines, érosion favorisée par le labour et les surfaces ouvertes.
Le tableau n'est guère moins noir pour l'eau et l'air: pollution des eaux souterraines, des cours d'eau et des lacs par les engrais et les déjections animales, émissions de méthane et d'ammoniac à partir de ces excréments et par transformation des engrais azotés.
Même s'il n'est pas possible de chiffrer avec exactitude ces dommages, il n'en reste pas moins que l'agriculture, si l'on tient compte de sa part à l'emploi (4,5%) et au produit national (3%), est bien la branche la plus polluante de l'économie suisse. Ce ne sont pas tant les paysans pris individuellement qui sont en cause, mais une politique qui a poussé à une intensification de la production au nom du mythe de l'autarcie et du maintien d'une forte population agricole financée par des prix élevés, lesquels conduisent à la surproduction.
Pour Kleinewefers, l'avenir peut se résumer de manière lapidaire: moins il y aura de paysans, mieux se portera l'environnement. Les négociations en cours au sein du GATT et le rapprochement avec la Communauté européenne conduiront à une baisse substantielle des prix agricoles. Et il est vain d'imaginer que les agriculteurs pourront compenser cette perte de revenu par une augmentation de leur production: ils sont déjà près de la limite supérieure de productivité qui induit des effets négatifs sur l'environnement. Les paiements directs ? Financés par le budget public, ils apparaîtront rapidement comme une charge difficilement acceptable par les contribuables. Pour être financièrement et politiquement supportables, ils devront être attribués à un nombre restreint d'exploitants qui cultiveront des surfaces plus importantes mais de manière moins intensive.
D'un point de vue écologique, l'objectif à atteindre, en termes de quantité produite et d'utilisation de composés chimiques, est la situation qui prévalait dans les années cinquante. Réduction de moitié du nombre des exploitations, diminution des surfaces cultivées, paiements directs justifiés exclusivement par des considérations écologiques, l'agriculture suisse de l'avenir coûtera moitié moins qu'aujourd'hui à la collectivité tout en étant plus respectueuse de l'environnement.

EN BREF

Le pasteur grison Jacob Michael vient de traduire l'Evangile de Marc en sutsilvan, le plus petit des dialectes rhéto-romanches. La parabole du semeur se traduit par «Igl samnader». La première bible dans notre quatrième langue nationale a paru en ladin en 1560.

Discussion sur l'Europe au congrès zurichois de l'UDC. Le secrétaire d'Etat Blankart s'est exprimé en allemand pour être plus précis, en s'excusant de ne pas utiliser le dialecte. Un participant à la discussion lui a reproché d'avoir utilisé la langue nationale officielle !

Séparer politique et revenus

Hans-Christoph Binswanger, professeur à l'Université de Saint-Gall, n'a pas attendu la conjoncture actuelle pour entreprendre la critique de la politique agricole helvétique. En 1970 déjà, il préconisait de séparer la politique des prix agricoles et celle des revenus paysans. Il estime néanmoins que l'agriculture est une activité spécifique qui ne peut survivre dans un marché totalement libéralisé; soumise à la concurrence internationale et aux seuls mécanismes du marché, l'agriculture suisse est condamnée. Dès lors la question est de savoir si nous voulons ou pas conserver une agriculture indigène (*Neue Zürcher Zeitung*, 2 mai 1992).Paysans jardiniers ?
Certes, les consommateurs suisses pourraient s'approvisionner à meilleur compte sur le marché mondial et améliorer ainsi leur revenu réel. Mais il faudrait néanmoins maintenir des «jardiniers du paysage» que l'Etat devrait